

Brochure n° 3251

Convention collective nationale

IDCC : 1517. – **COMMERCES DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRES**

Antiquités, brocante, galeries d'art (œuvres d'art), arts de la table, coutellerie, droguerie, équipement du foyer, bazars, commerces ménagers, modélisme, jeux, jouets, puérinatalité et maroquinerie

AVENANT N° 1 DU 6 OCTOBRE 2006

À L'ACCORD DU 29 NOVEMBRE 2004

RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET0651233M

IDCC : 1517

Vu l'accord du 6 octobre 2006 relatif à la création d'un certificat de qualification professionnelle (CQP) vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets,

Par exception à l'article 5 de l'accord du 29 novembre 2004 « Financement et prises en charge »,

Les parties signataires décident de porter le forfait horaire de prise en charge des frais par l'OPCA désigné par la branche à 13 € dans le cadre de la formation au titre du certificat de qualification professionnelle (CQP) vendeur en magasin spécialisé jeux et jouets.

Ce forfait horaire permet de couvrir tout ou partie des frais pédagogiques, des frais éventuels de déplacement et d'hébergement des stagiaires au centre de formation. Ces frais seront pris en charge par l'employeur lorsque la distance entre le centre de formation et l'établissement d'affectation sera supérieure à 70 kilomètres et nécessitera un hébergement du stagiaire pendant la durée de la formation au centre de formation, à proximité de celui-ci.

Ce taux est fixé pour 2 sessions (2 années). Il pourra être révisé chaque année, avant le 31 décembre, pour les formations de l'année suivante, n'ayant pas débuté à la date de révision, et ce en fonction de l'évolution du nombre de stagiaires inscrits à ce CQP et en fonction de l'ensemble des CQP organisés dans les différentes activités de la branche.

Les parties se réuniront pour définir le nouveau taux, 6 mois avant la fin de la 2^e session. A défaut d'accord, le forfait horaire reviendra au niveau du forfait horaire fixé par décret.

A l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera modifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Le texte du présent avenant sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris, conformément aux articles L. 132-10, R. 132-1 et R. 132-2 du code du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée sur l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 132-16 du code du travail.

Le présent avenant entre en vigueur à l'issue du délai d'exercice du droit d'opposition.

Fait à Paris, le 6 octobre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat national des antiquaires négociants en objets d'art, tableaux anciens et modernes ;

Syndicat national du commerce de l'antiquité et de l'occasion ;

Comité professionnel des galeries d'art ;

Chambre syndicale de l'estampe, du dessin et du tableau ;

Fédération française des détaillants en droguerie, équipement du foyer, bazar, section arts de la table et cadeaux ;

Chambre syndicale nationale de l'équipement du foyer, bazars et commerces ménagers ;

Syndicat français du jouet, de la puériculture et des produits de l'enfant ;

Chambre syndicale des métiers de la musique.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services CFE-CGC ;

Fédération du commerce, des services et force de vente CFTC ;

Fédération des services CFDT.